

- Prise de position d'Helvetas sur la croissance démographique:  
[www.helvetas.ch/ecopop\\_position](http://www.helvetas.ch/ecopop_position)

---

## Planning familial : l'expérience indienne

---

*Rupa Mukerji, membre de la direction, HELNETAS Swiss Intercooperation*

Pour comprendre le planning familial dans la pratique et ses implications avec le développement socio-économique et les interventions extérieures, il peut être utile de se référer à l'expérience d'autres pays. À cet égard, nous avons beaucoup à apprendre de l'Inde, où les programmes gouvernementaux de contrôle de la natalité ont échoué, prouvant que les hypothèses d'Ecopop ne fonctionnent pas.

### Tamil Nadu : créer des incitations à l'éducation

En examinant la transition de la natalité en Inde, on constate de notables différences entre le nord et le sud. Tandis qu'au nord, le taux de fécondité reste élevé : 2,5 à 3,5 (moyenne nationale : 2,4 en 2012), dans le sud, il est comparable à ceux de pays occidentaux comme le Danemark ou les Pays-Bas (1,7 – 1,8). Il existe néanmoins de grandes différences régionales liées à une série de facteurs qui ne sont pas seulement d'ordre économique. Prenons par exemple l'Etat du Tamil Nadu, certainement pas le plus développé en termes d'indicateurs sociaux ou économiques et qui compte des régions parmi les plus humides et les moins développées du pays. On serait tenté d'en déduire que les conditions d'une planification familiale concluante et d'une natalité basse ne sont pas réunies. Et pourtant, en 1986, l'Etat du Tamil Nadu a introduit un programme de repas de midi dans les écoles. Cette simple mesure a eu pour effet d'envoyer à l'école les filles même des familles les plus pauvres et de les y laisser quelques années de plus qu'il n'était d'usage. Cela a non seulement permis de faire augmenter le taux d'alphabétisation et le niveau d'éducation général de l'Etat, mais a aussi sensiblement repoussé l'âge du mariage et du premier enfant. En conséquence, le taux de fécondité moyen au Tamil Nadu a passé de 3,9 enfants par femme en 1971<sup>1</sup> à 1,7 en 2012<sup>2</sup>, un niveau à peine plus haut que celui de la Suisse (1,53)<sup>3</sup>.

Si ce succès a été possible, c'est uniquement parce que les filles de toutes les castes et religions et surtout des groupes à faible revenu ont bénéficié de ce programme. Même si la plupart d'entre elles sont restées paysannes, elles ont constitué peu à peu la colonne vertébrale de milliers de groupes d'épargnants à travers l'Etat. C'est sur eux que se sont appuyés divers programmes de développement pour mener avec succès des activités soutenables autour de la

---

<sup>1</sup> <http://timesofindia.indiatimes.com/city/chennai/TN-fertility-rate-going-down-fast/articleshow/4103099.cms>

<sup>2</sup> [http://en.wikipedia.org/wiki/Indian\\_states\\_ranking\\_by\\_fertility\\_rate](http://en.wikipedia.org/wiki/Indian_states_ranking_by_fertility_rate)

<sup>3</sup> <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/en/index/themen/01/06/blank/key/02/05.html>

microfinance, de l'agriculture collective, des mouvements d'alphabétisation des femmes notamment. En outre, de nombreuses femmes se sont mises à former de vrais groupes de solidarité pour s'entraider, partager des informations et gérer les pressions familiales et sociétales, y compris l'obsession persistante d'avoir des fils plutôt que des filles. Les femmes de tous les pans de la société sont désormais en mesure de décider elles-mêmes d'avoir moins d'enfants. Aujourd'hui, les femmes du Tamil Nadu sont nombreuses à choisir des méthodes de contraception permanentes (stérilisation), si bien que la période moyenne de fécondité d'une femme s'est réduite à 4,5 ans après le mariage. La même situation s'applique à l'Etat voisin d'Andhra Pradesh. Cette transition pour le moins impressionnante a eu lieu en une seule génération et démontre comment l'autonomisation des femmes pose les bases du développement socio-économique à long terme d'Etats entiers avec des populations de la taille de celle de la Thaïlande (Tamil Nadu) ou de l'Egypte (Andhra Pradesh).<sup>4</sup>

Par opposition, prenons l'Etat de l'Haryana au nord de l'Inde. Bien que très avancé en termes économiques, il y règne toujours une société très patriarcale qui fait peser une forte pression sociale sur les femmes pour produire des garçons. En conséquence, la natalité de l'Haryana est élevée (2,3)<sup>2</sup> pour un sex-ratio nettement déséquilibré (857 filles pour 1000 garçons ; Tamil Nadu : 928 pour 1000). Les filles sont mariées tôt, ségréguées, sans la moindre autonomie et perçues comme un fardeau par leurs familles. Les hommes s'attendent à une dot importante pour leur mariage, ce qui engendre l'élimination des fœtus féminins, l'infanticide, des sex-ratios biaisés et la violence envers les femmes. Les multiples dimensions de ce problème social très profond se font déjà sentir.

### **Les nombreux bénéfices de l'éducation des femmes**

Comme l'illustre l'exemple du Tamil Nadu, permettre aux filles d'aller à l'école et de suivre une scolarité plus longue que le voudrait la tradition apporte de nombreux avantages concrets. Cela peut être reproduit ailleurs, indépendamment de la classe, de la caste et de la religion. Rendre les femmes aptes à gérer leur planning familial et à résister à la pression sociale d'enfanter davantage (en particulier de garçons) n'est qu'un de ces avantages. De surcroît, une bonne éducation est une base solide pour un développement socio-économique permettant de sortir de la pauvreté et de la marginalité. C'est précisément pour cette raison, et pas au nom du contrôle des naissances, que la coopération suisse au développement s'engage depuis longtemps en faveur de l'éducation des filles et des femmes.

### **Une débauche de moyens ne suffit pas à résoudre le problème**

Au regard de cette expérience, on est en droit de se demander s'il est sensé de dépenser l'argent des contribuables suisses pour distribuer des contraceptifs aux femmes des pays en développement. Bon nombre d'entre elles ont pris des mesures permanentes de leur propre chef. Ecopop ne voit les femmes qu'à l'aune de la reproduction, une vision qui se perpétue depuis des générations. En tant que femmes de pays en développement, nous n'y verrions qu'une nouvelle tentative de contrôle du corps féminin par autrui (essentiellement les hommes), sauf que cette fois, ce serait par le biais de la coopération au développement et non par l'État. Mais cela ne change rien au cœur du problème, et ce n'est pas une débauche de moyens qui pourra le résoudre. Nous en arrivons à la faiblesse principale d'Ecopop : si l'initiative définit à

<sup>4</sup> <http://www.economist.com/content/indian-summary>

---

juste titre la pression sur l'environnement comme un des défis principaux de notre époque, elle n'offre pas la moindre approche utile pour provoquer le changement nécessaire. Il ne sert à rien de ne se concentrer que sur les fonds et dans l'unique intention de cibler les femmes des pays en développement, pas plus que de revenir à une coopération au développement conduite par les donateurs et soumise à conditions. Dans maints pays, une telle approche pourrait même provoquer un contrecoup violent et destructeur à l'égard de la coopération au développement. Ne cessant de gagner en confiance, les pays en développement tiennent à être considérés sur un pied d'égalité lorsqu'il s'agit de coopération internationale.